PROCES VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
du jeudi 23 juillet 2020 à 20h 30 – lieu : SAINT-CALAIS

ORDRE DU JOUR :

1. AFFAIRES ADMINISTRATIVES

- 1.1 - Délégations du Conseil Communautaire au Président,
- 1.2 - Définition du taux des indemnités du Président et des Vice-présidents,
- 1.3 - Définition du nombre des Commissions thématiques,
- 1.4 - Modalités de la composition des commissions,
- 1.5 - Election des conseillers au Syndicat Mixte des Vallées de la Braye et de l'Anille,
- 1.6 - Election des délégués au Syndicat Mixte du Pays du Perche Sarthois,
- 1.7 - Election des délégués au SYVALORM,
- 1.8 - Désignation des représentants au Syndicat Mixte d'Aménagement Numérique,
- 1.9 - Désignation des représentants au Syndicat du Bassin de la Sarthe (GEMAPI),
- 1.10 - Désignation des représentants au Syndicat du Bassin Versant Huisne Sarthe (GEMAPI),
- 1.11 - Désignation d'un représentant au conseil d'administration de l'Agence des Territoires de la SARThe (ATESART),
- 1.12 - Commission d'Appel d'Offres : conditions de dépôt des listes pour l'élection de ses membres,
- 1.13 - Commission pour les délégations de Service Public : conditions de dépôt des listes pour l'élection de ses membres,
- 1.14 - Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) : création et modalités de répartition des sièges,
- 1.15 - Mission Locale Sarthe Nord : désignation d'un membre au Conseil d'Administration,
- 1.16 - Election des représentants à l'Office de Tourisme,
- 1.17 - Désignation d'un membre au Conseil d'Administration des établissements d'enseignement

2. AFFAIRES ECONOMIQUES

- 2.1 - ZA du Pressoir (Saint-Calais) : vente de la plateforme d'extension au bâtiment industriel et terrains,
- 2.2 - ZA du Pressoir (Saint-Calais) : vente du bâtiment multi-activités,
- 2.3 - ZA du Pressoir (Saint-Calais) : vente d'un terrain.

3. AFFAIRES FINANCIERES

- 3.1 - Cotisation foncière des entreprises : dégrèvement exceptionnel dans le cadre de la crise sanitaire,
- 3.2 - Crise sanitaire : annulation de loyers,
- 3.3 - Transfert d'excédent d'investissement du Budget Annexe Base de Loisirs.

4. RESSOURCES HUMAINES

- 4.1 - Rifseep : complément à la délibération n° 20170624 en date du 29 juin 2017,
- 4.2 - Poste de chargée de mission économique : proposition de renouvellement de contrat.

5. INFORMATIONS DU PRESIDENT

- Questions et informations diverses.

Date de convocation : 17 juillet 2020

Date d'affichage : 17 juillet 2020

Nombre de conseillers :

En exercice : 42

Présents : 37

Votants : 41

Etaient Présents :

MM. BORDEAU Christian, BOSNYAK Yvan, CHABILLANT Jean-Luc, DARROY Claude, FLAMENT Dominique, GAUTHIER Renaud, GRÉMILLON Patrick, JAMOIS Xavier, LABURTHE-TOLRA Benjamin, LACOCHE Jacques, LEBERT Philippe, LEDIEU

Christophe, LEROY Michel, MARIAIS Jean-Pierre, MASSÉ Nicolas, MERCIER Marc, MÉTAIS Didier, MORIN Sébastien, PARIS Hubert, PITOU Jean-Philippe, PLUT Jean-Claude, POTTIER Louis, VADÉ Prosper et Mmes BRIGANT Nicole, DAVID Isabelle, GAUTIER Cindy, GERMAIN Martiné, HAUSSON Françoise, JUMERT Annie, LELONG Françoise, MENU Catherine, MERCIER Nadine, NELET Annie, PRIEUR Sergine, STERBA Éléonora, THOIREY Isabelle, membres titulaires.
M. GUILLOCHON Régis, membre suppléant.

Étaient Excusés :

M. CHÉRON Michel
M. FOUCAULT Yves remplacé par M. GUILLOCHON Régis
M. MARTEL Jean-Pierre donne pouvoir à Mme STERBA Éléonora
M. NICOLAY Christophe donne pouvoir à M. LACOCHE Jacques
Mme GARREAU Aline donne pouvoir à Mme GAUTIER Cindy
Mme RENARD Candy donne pouvoir à M. GRÉMILLON Patrick

M. MORIN Sébastien est nommé secrétaire de séance.

La séance a été ouverte par Monsieur Michel LEROY, Président.

I) Affaires Administratives

1.1 Délégations du Conseil Communautaire au Président

Le Conseil Communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-10 ; L. 5211-2 et L. 2122-17 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2016- 0648 en date du 12 décembre 2016 portant création de la communauté de communes des Vallées de la Braye et de l'Anille issue de la fusion de la communauté de communes du Pays Calaisien et du Val de Braye au 1er janvier 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2018, portant modification des statuts de la communauté de communes des Vallées de la Braye et de l'Anille au 1^{er} janvier 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2019, portant modification de la composition du conseil communautaire de la communauté de communes des Vallées de la Braye et de l'Anille à compter du renouvellement général de 2020 ;

Vu la délibération n° 20200701 en date du 16 juillet 2020, portant élection du président de la communauté de communes ;

Considérant que le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

1. Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
2. De l'approbation du compte administratif ;
3. Des dispositions à caractère budgétaires prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L.1612-15 ;
4. Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
5. De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
6. De la délégation de la gestion d'un service public ;
7. Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville. »

DÉCIDE A L'UNANIMITÉ

- **DE CHARGER** Monsieur le Président, jusqu'à la fin de son mandat, par délégation, d'effectuer l'ensemble des opérations suivantes :

1. De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres d'un montant inférieur 40 000€ hors taxes, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
2. Ainsi que toute décision concernant les avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieur à 5 % (pour les marchés inférieurs à 90 000 € HT uniquement), lorsque les crédits sont inscrits aux budgets,
3. De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution de toutes conventions et actes authentiques dont les engagements financiers qu'elles comportent pour la communauté de communes sont inférieurs ou égaux à 10 000 € hors taxes, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
4. De procéder à la réalisation de lignes de crédit de trésorerie dans la limite de 100 000 € auprès des établissements bancaires,
5. De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre,
6. D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de condition ni de charge,
7. De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,
8. De fixer les rémunérations et régler les frais d'honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justices et experts,
9. D'intenter au nom de la communauté de communes les actions en justice ou de la défendre dans les actions intentées contre elle dans tous les cas,
10. D'établir tout règlement intérieur relatif au fonctionnement des équipements communautaires.

- **DE PRÉVOIR** qu'en cas d'empêchement du président, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la présente délégation d'attributions pourront être prises par son suppléant.

L'Assemblée précise que Monsieur le Président pourra déléguer, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité en vertu de l'article L. 5219 du CGCT, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux Vice-Présidents. En l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou lorsque ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, il peut attribuer des délégations à d'autres membres du bureau. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

- **DE RAPPELER** que, lors de chaque réunion du conseil communautaire, le président rendra compte des attributions exercées, par lui-même et le bureau, par délégation du conseil communautaire.

1.2 Indemnités de fonction du Président et des Vice-présidents

Le Conseil Communautaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-12 ;

Considérant que lorsque l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale est renouvelé, la délibération fixant les indemnités de ses membres intervient dans les trois mois suivant son installation ;

Considérant que le montant total des indemnités versées ne doit pas excéder celui de l'enveloppe indemnitaire globale ;

Considérant que pour une communauté regroupant 15 963 habitants, l'article L.5211-12 et R. 5214-1 du Code Général des Collectivités Territoriales fixe :

- Le montant de l'indemnité maximale de président à 48.75 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique ; soit 1 896.08 € brut à ce jour ;
- Le montant de l'indemnité maximale de vice-président à 20.63 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique ; soit 802.38 € brut à ce jour ;

Soit la strate démographique de 10 000 à 19 999 habitants.

Monsieur le Président propose à l'Assemblée de prendre pour référence, le pourcentage de la strate démographique inférieure, comme appliqué au dernier mandat, à savoir :

- Président : 41.25 % soit 1 604.37 € Brut
- Vice-président : 16.50 % soit 641.75 € Brut

Considérant que le conseil communautaire peut voter une indemnité pour l'exercice du mandat de conseiller communautaire ;

Considérant que toute délibération de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres est accompagnée d'un tableau document récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres de l'assemblée concernée.

DÉCIDE A L'UNANIMITÉ

1°/ - Des indemnités suivantes à compter du 16 juillet 2020, basées sur la strate 3 500 à 9 999 habitants :

	Taux par rapport à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique	Montant au 23 juillet 2020
Président	41.25 %	1 604.37 €
Vice-président	16.50 %	641.75 €

2°/ - De prélever mensuellement les dépenses d'indemnités de fonction sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal de la communauté de communes des Vallées de la Braye et de l'Anille pour les exercices 2020 à 2026.

1.3 Création des commissions thématiques

Le Conseil Communautaire,

Vu l'arrêté préfectoral n°2016- 0648 en date du 12 décembre 2016 portant création de la communauté de communes des Vallées de la Braye et de l'Anille issue de la fusion de la communauté de communes du Pays Calaisien et du Val de Braye au 1er janvier 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2018, portant modification des statuts de la communauté de communes des Vallées de la Braye et de l'Anille au 1^{er} janvier 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2019, portant modification de la composition du conseil communautaire de la communauté de communes des Vallées de la Braye et de l'Anille à compter du renouvellement général de 2020 ;

Conformément à l'article L.5211-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2121-22 et L. 5211-1 ;

Considérant qu'au regard des articles énoncés ci-dessus, peuvent être formées « des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres ».

DÉCIDE A L'UNANIMITÉ

- **DE CRÉER** les neuf commissions thématiques intercommunales suivantes :

11. SANTE,
12. ÉCONOMIE - EMPLOI,
13. TOURISME – COMMUNICATION – CULTURE ET SPORT,
14. FINANCES,
15. VOIRIE - TRAVAUX,
16. ACTION SOCIALE – FAMILLES ET SOLIDARITÉ,
17. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE – MOBILITÉ ET TRANSPORTS,
18. URBANISME - HABITAT,
19. ENVIRONNEMENT – DÉVELOPPEMENT DURABLE.

1.4 Commissions communautaires : modalités de leurs compositions

Monsieur le Président propose au Conseil Communautaire que les commissions soient composées à minima de 6 conseillers et jusqu'à 12 conseillers maximum, sans compter le Président de la commission, à l'exception de la commission voirie, qui aura un représentant par commune.

Il est ajouté quelques précisions, telles que :

- Une commission ne peut être composée de plus de conseillers municipaux que de conseillers communautaires, exception faite pour la commission voirie,
- Le nombre de conseillers municipaux de la même commune ne pourra excéder 2 membres dans la même commission,
- Le Président de chaque commission aura la possibilité d'inviter à participer aux travaux de sa commission, toute personne qualifiée, parmi les élus municipaux des communes membres. Les personnes ne seront pas membres de la commission et en cas de vote ne disposent que d'une voix consultative.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité :

- **DE VALIDER** les modalités exposées ci-dessus, permettant de composer les neuf commissions thématiques indiquées dans la délibération n° 20200708.

1.5 Syndicat Mixte des Vallées de la Brayre et de l'Anille : élection des délégués

Vu l'arrêté préfectoral n°2016- 0648 en date du 12 décembre 2016 portant création de la communauté de communes des Vallées de la Brayre et de l'Anille issue de la fusion de la communauté de communes du Pays Calaisien et du Val de Brayre au 1^{er} janvier 2017 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes des Vallées de la Brayre et de l'Anille,

En vertu des articles 1 et 6 des statuts du Syndicat Mixte des Vallées de la Brayre et de l'Anille, ce dernier est constitué de la communauté de communes des Vallées de la Brayre et de l'Anille et de la commune de Grézy sur Roc, le syndicat est administré par un conseil syndical composé de délégués des communautés de communes adhérentes selon les modalités suivantes :

- 8 titulaires, 3 suppléants pour l'EPCI,
- 1 titulaire, 1 suppléant par commune (Grézy sur Roc).

Monsieur le Président indique que les délégués siégeant au sein des syndicats mixtes peuvent être choisis parmi des conseillers communautaires ou des conseillers municipaux des communes membres.

L'élection des délégués doit être réalisée au scrutin uninominal secret, toutefois les membres du conseil communautaire peuvent décider à l'unanimité d'un scrutin public.

Par conséquent, le conseil communautaire est invité à désigner les représentants de la Communauté de Communes au sein du Syndicat Mixte des Vallées de la Brayre et de l'Anille.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, décide, à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret,

Le Conseil Communautaire élit, à l'unanimité à main levée, en tant que représentants de la Communauté de Communes des Vallées de la Braye et de l'Anille au sein du conseil syndical du Syndicat Mixte des Vallées de la Braye et de l'Anille, les conseillers suivants :

- **Membres titulaires :**
 - o JUMERT Annie
 - o GAUTIER Cindy
 - o BRIGANT Nicole
 - o NELET Annie
 - o PRIEUR Sergine
 - o HAUSSON Françoise
 - o LEDIEU Christophe
 - o TABARANT Arlette
- **Membres suppléants :**
 - o PILATRE Christelle
 - o ROBERT Céline
 - o GAUTIER Isabelle

1.6 Syndicat Mixte du Pays du Perche Sarthois : élection des délégués

En vertu de l'article L.5711-1 du CGCT modifié la loi du 27 décembre 2019, les conditions de désignation des délégués s'établissent comme suit : pour les EPCI à fiscalité propre, le choix des conseillers au comité syndical peut porter sur l'un de leurs membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre : Il est proposé par les communes membres les délégués suivants :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
POTTIER Louis	PRENANT Dany
LACOCHE Jacques	MARIAIS Jean-Pierre
LEROY Michel	GERMAIN Martine
LEBERT Philippe	DAVID Sandrine
CHÉRON Michel	DESHAYES Lucie
DESHAIES Jérôme	COISPEAU Bruno
EXTRA Jocelyne	STERBA Éléonora
DAUBIÉ Chantal	LE HENAFF Charly
DRONNE Olivier	FEUGAS Marie-Christine
JUMERT Annie	BRUNEAU Annick
PRIEUR Sergine	GASCHET Alain
ALJJI Djézidé	MERCIER Pierre-Olivier
HAUSSON Françoise	MERCIER Marc
THENAISIE Isabelle	PASQUIER Vanessa
FOUCAULT Yves	BOUET Aurélie
BOSNYAK Yvan	RIPAULT Annie
TABARAND Arlette	LEMONNIER Éric
VINCELIN Élisabeth	MERCIER Nadine
ROBERT Céline	HUREAU Michel
FLAMENT Dominique	MARTINEAU Éric
LEDIEU Christophe	GAUTIER Cindy

L'Assemblée est invitée à désigner les représentants de la Communauté de Communes au Pays du Perche Sarthois, à savoir : les 22 conseillers titulaires et suppléants proposés par les communes membres de l'EPCI.

L'élection des délégués doit être réalisée au scrutin uninominal secret, toutefois les membres du conseil communautaire peuvent décider à l'unanimité d'un scrutin public.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret.

L'Assemblée élit, à l'unanimité, à main levée, en tant que représentants de la Communauté de Communes des Vallées de la Braye et de l'Anille au Syndicat Mixte du Pays du Perche Sarthois les conseillers titulaires et suppléants proposés.

1.7 SYVALORM : désignation des délégués

En vertu de l'article L.5711-1 du CGCT et de la loi du 7 août 2015, les conditions de désignation des délégués s'établissent comme suit : pour les EPCI à fiscalité propre, le choix des conseillers au comité syndical peut porter sur l'un de leurs membres ou sur tout conseiller municipal d'un commun membre.

Il est proposé par les communes membre les délégués suivants : **5 délégués titulaires et 5 suppléants, suite à la modification des statuts portant création du SYVALORM.**

Les candidats ont été invités à se faire connaître, par conséquent, le conseil communautaire est invité à :

- Désigner les représentants de la Communauté de Communes au sein du SYVALORM,

Monsieur le Président précise que l'élection des délégués doit être réalisée au scrutin uninominal secret, toutefois les membres du conseil communautaire peuvent décider à l'unanimité d'un scrutin public.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret.

L'assemblée élit, à l'unanimité, à main levée, en tant que représentants de la Communauté de Communes des Vallées de la Braye et de l'Anille au SYVALORM, les personnes suivantes :

- Membres Titulaires :
 - LABURTHE-TOLRA Benjamin,
 - LEBERT Philippe,
 - GRÉMILLON Patrick,
 - MÉTAIS Didier,
 - VADÉ Prosper.
- Membres Suppléants :
 - LHERMITTE Joël,
 - LAFRESNAYE Laurent,
 - NELET Annie,
 - BARREAU Mickaël,
 - JUMERT Annie.

1.8 Syndicat Mixte Sarthois d'Aménagement Numérique : désignation des représentants

En vertu de l'article 2 des nouveaux statuts du Syndicat Mixte d'Aménagement Numérique en date du 24 juillet 2019, le conseil communautaire doit désigner 2 titulaires et 2 suppléants.

Il est précisé que la désignation des membres doit se faire à bulletin secret, toutefois les membres du conseil communautaire peuvent décider de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations.

Les candidats ont été invités à se faire connaître.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **DÉCIDE** à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations,

- **ÉLIT**, à l'unanimité à main levée, en tant que représentants de la Communauté de Communes des Vallées de la Braye et de l'Anille au Syndicat Mixte Sarthois d'Aménagement Numérique les deux conseillers titulaires et suppléants suivants :
 - Membre Titulaires :
 - LELONG Françoise
 - LABURTHE-TOLRA Benjamin
 - Membre Suppléants :
 - LACOCHE Jacques
 - PITOU Jean-Philippe

1.9 Syndicat du Bassin de la Sarthe : désignation des représentants

Opérationnel depuis le 1^{er} janvier 2018, en vertu de l'article 7 des statuts du Syndicat Bassin Sarthois (SBS) en date du 13 novembre 2018, le conseil communautaire doit désigner 1 titulaire et 1 suppléant.

Monsieur le Président indique que l'élection des délégués doit être réalisée au scrutin uninominal secret, toutefois les membres du conseil communautaire peuvent décider à l'unanimité d'un scrutin public.

Les candidats ont été invités à se faire connaître.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **DÉCIDE** à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations,
- **ÉLIT**, à l'unanimité à main levée, en tant que représentants de la Communauté de Communes des Vallées de la Braye et de l'Anille au Syndicat du Bassin de la Sarthe, les deux conseillers titulaires et suppléants suivants :
 - Délégué Titulaire : LEBERT Philippe
 - Délégué Suppléant : HUREAU Michel

1.10 Syndicat du Bassin versant de l'Huisne Sarthe : désignation des représentants

Le SBVHS est créé depuis le 1^{er} janvier 2020. En vertu de l'article 7 des nouveaux statuts du SBVHS, le conseil communautaire doit désigner 1 titulaire et 1 suppléant.

Monsieur le Président indique que l'élection des délégués doit être réalisée au scrutin uninominal secret, toutefois les membres du conseil communautaire peuvent décider à l'unanimité d'un scrutin public.

Les candidats ont été invités à se faire connaître.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **DÉCIDE** à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations,
- **ÉLIT**, à l'unanimité à main levée, en tant que représentants de la Communauté de Communes des Vallées de la Braye et de l'Anille au Syndicat du Bassin Versant de l'Huisne Sarthe, les deux conseillers titulaires et suppléants suivants :
 - Délégué Titulaire : LEBERT Philippe
 - Délégué Suppléant : HUREAU Michel

1.11 ATESART : désignation d'un représentant au Conseil d'Administration

En date du 27 juillet 2018, la collectivité a décidé de l'adhésion à l'Agence des Territoires de la Sarthe (ATESART).

Conformément aux statuts et au règlement intérieur de la Société Publique Locale, il est nécessaire :

- **DE DÉSIGNER** un représentant afin de représenter la Communauté de Communes au sein de l'Assemblée générale de la SPL,

- **DE DÉSIGNER** son représentant pour représenter la Communauté de Communes au sein de l'Assemblée spéciale des collectivités actionnaires non directement représentées au Conseil d'administration de la SPL,
- **D'AUTORISER** son représentant au sein de l'Assemblée spéciale à accepter les fonctions qui pourraient lui être proposées par le Conseil d'administration dans le cadre de l'exercice de sa représentation,
- **D'AUTORISER** son représentant à exercer au sein du Conseil d'administration de la SPL les éventuelles fonctions de représentant de l'Assemblée spéciale des collectivités actionnaires non directement représentées au Conseil d'administration ou en tant que censeur,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de :

- **DÉSIGNER** comme représentant la collectivité au sein de l'Assemblée générale de la SPL :
 - o Monsieur BOSNYAK Yvan
- **DÉSIGNER** pour représenter la communauté de communes au sein de l'Assemblée spéciale des collectivités actionnaires non directement représentées au Conseil d'Administration de la SPL :
 - o Monsieur BOSNYAK Yvan
- **AUTORISER** son représentant au sein de l'Assemblée spéciale à accepter les fonctions qui pourraient lui être proposées par le Conseil d'administration dans le cadre de l'exercice de sa représentation,
- **AUTORISER** son représentant à exercer au sein du Conseil d'administration de la SPL les éventuelles fonctions de représentant de l'Assemblée spéciale des collectivités actionnaires non directement représentées au Conseil d'administration ou en tant que censeur.

1.12 Commission d'Appel d'Offres : condition de dépôt des listes pour l'élection de ses membres

Vu le code de la commande publique,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1414-2 et L. 1411-5,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 septembre 2019 portant statuts de la communauté de communes conformément à l'article L. 5211-5-1 du code général des collectivités territoriales,

Monsieur le Président informe qu'il convient de mettre en place une commission d'appel d'offres (CAO) dont la composition est celle de la commission prévue à l'article L. 1411-5 II du CGCT

Cette commission est composée, pour les établissements publics, par la personne habilitée à signer les marchés, président de la Commission, et 5 membres titulaires (membres de l'assemblée délibérante élus en son sein). Il est procédé par ailleurs à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

Les membres titulaires et suppléants de la commission sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel (article D. 1411-3 du CGCT).

Il convient, conformément à l'article D. 1411-5 du CGCT, préalablement à la constitution de la commission par élection de ses membres, de fixer les conditions de dépôt des listes de candidats.

Monsieur le Président propose les modalités suivantes :

- ✓ Les listes pourront être déposées auprès de Monsieur le Président jusqu'à l'ouverture de la séance du conseil communautaire au cours de laquelle il sera procédé à l'élection.
- ✓ Les listes doivent comprendre au maximum 5 titulaires et 5 suppléants. Elles peuvent néanmoins comporter moins de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir. Dans tous les cas le nombre de suppléants est égal à celui des titulaires.
- ✓ Les listes devront comprendre les noms et prénoms des candidats aux postes de titulaires et suppléants.

Il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver les conditions de dépôts des listes de candidats à la commission d'appel d'offres, tel que présentées ci-dessus.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'entériner les propositions évoquées ci-dessus permettant d'instituer le dépôt des listes pour l'élection des membres de la commission d'Appel d'Offres.

1.13 Commission pour les délégations de Service Public : condition de dépôt des listes pour l'élection de ses membres

Vu le code de la commande publique,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 1411-5,
Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 septembre 2019 portant statuts de la communauté de communes conformément à l'article L. 5211-5-1 du code général des collectivités territoriales,

Cette commission est composée, pour les établissements publics, par la personne habilitée à signer la convention de délégation de service public, président de la Commission, et 5 membres titulaires (membres de l'assemblée délibérante élus en son sein). Il est procédé par ailleurs à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

Les membres titulaires et suppléants de la commission sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel (article D. 1411-3 du CGCT).

Il convient, conformément à l'article D. 1411-5 du CGCT, préalablement à la constitution de la commission par élection de ses membres, de fixer les conditions de dépôt des listes de candidats.

Monsieur le Président propose les modalités suivantes :

- ✓ Les listes pourront être déposées auprès de Monsieur le Président jusqu'à l'ouverture de la séance du conseil communautaire au cours de laquelle il sera procédé à l'élection.
- ✓ Les listes doivent comprendre au maximum 5 titulaires et 5 suppléants. Elles peuvent néanmoins comporter moins de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir. Dans tous les cas le nombre de suppléants est égal à celui des titulaires.
- ✓ Les listes devront comprendre les noms et prénoms des candidats aux postes de titulaires et suppléants.

Il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver les conditions de dépôts des listes de candidats à la commission pour les Délégations de Service Public, tel que présentées ci-dessus.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'entériner les propositions évoquées ci-dessus permettant d'instituer le dépôt des listes pour l'élection des membres de la commission pour les délégations de Service Public.

1.14 Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées : création et modalités de répartition des sièges

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code général des impôts et notamment l'article 1609 *nonies* C,
Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 septembre 2019, portant statuts de la communauté de communes des Vallées de la Brayre et de l'Anille, conformément à l'article L. 5211-5-1 du code général des collectivités territoriales,

La commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) est créée par l'organe délibérant de l'établissement public qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers. Elle est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées ; chaque conseil municipal dispose d'au moins un représentant. La commission élit son président et un vice-président parmi ses membres.

Cette commission est chargée de procéder à l'évaluation du montant de la totalité de la charge financière transférée à l'EPCI et correspondant aux compétences dévolues à l'EPCI. La CLECT doit donc nécessairement intervenir lors de tout transfert de charges.

Les membres du conseil sont invités à se prononcer sur la répartition des sièges de la CLECT.

Pour information, la composition au dernier mandat était la suivante :

- Une représentation de deux membres avec suppléant pour les communes de plus de 1 000 habitants,
- Une représentation d'un membre avec suppléant pour les communes de moins de 1 000 habitants,
- Les représentants des communes devront de préférence être conseillers communautaires.

Il est proposé au conseil communautaire :

- De créer une Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées entre la communauté de communes et ses communes membres, pour la durée du mandat, composée de 23 membres, selon les modalités suivantes :
 - ✓ Une représentation de deux membres avec suppléant pour les communes de plus de 1 000 habitants,
 - ✓ Une représentation d'un membre avec suppléant pour les communes de moins de 1 000 habitants,
 - ✓ Les représentants des communes doivent de préférence être conseillers communautaires,
- De dire que les membres de la commission seront désignés lors d'une prochaine séance.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'entériner les propositions évoquées ci-dessus permettant la création ainsi que les modalités de répartition des sièges de la CLECT.

L'Assemblée précise que les membres de cette commission seront désignés lors d'un prochain conseil communautaire.

1.15 Mission Locale Sarthe Nord : désignation des membres au Conseil d'Administration

Monsieur le Président informe l'Assemblée, que depuis le 18 décembre 2007, la PAIO est devenue la Mission Locale et est regroupée avec l'ensemble des PAIO en Sarthe Nord. La participation financière de la collectivité à la Mission Locale Sarthe Nord serait de 17 559 €, soit 1.10 € par habitant sur la base de 15 963 habitants).

Les ML offrent aux jeunes un accompagnement global en vue de leur insertion sociale et professionnelle, leur action s'organise autour de 5 axes.

- Repérer, accueillir, informer et orienter, en prenant en compte les spécificités et les besoins des jeunes afin d'assurer à chacun l'égalité d'accès aux droits, aux dispositifs d'aide aux services publics.
- Accompagner le parcours d'insertion : en construisant avec les jeunes et en relation avec les acteurs locaux concernés les différentes étapes nécessaires à la réussite de leurs projets d'insertion.
- Agir pour l'accès à l'emploi : en travaillant avec les employeurs, les acteurs du monde économique et en concertation avec les autres membres du service public de l'emploi et avec les organismes locaux chargés de favoriser l'accès à l'emploi.
- Observer le territoire et apporter une expertise : afin de proposer des réponses adaptées pour développer l'offre d'insertion et nourrir la réflexion du service public de l'emploi sur l'évolution souhaitable et l'adaptation des dispositifs.
- Développer une ingénierie de projet et d'animer le partenariat local : pour favoriser l'innovation et la mise en œuvre de solutions adaptées à l'insertion des jeunes, en s'appuyant notamment sur un réseau de partenaires locaux.

Monsieur le Président indique qu'il est nécessaire de désigner 2 conseillers titulaires et 2 conseillers suppléants permettant la représentation de la Communauté de Communes des Vallées de la Brayre et de l'Anille au sein du Conseil d'Administration de la Mission Locale Sarthe Nord.

Les candidats ont été invités à se faire connaître.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de :

- **DÉSIGNER** les délégués suivants :
 - Délégués Titulaires :
 - FOUCAULT Yves
 - GAUTIER Cindy
 - Délégués Suppléants :
 - JAMOIS Xavier
 - PARIS Hubert

1.16 Office de Tourisme : élection des représentants au Conseil d'Administration

Vu les statuts de la Communauté de Communes des Vallées de la Brayre et de l'Anille,

Vu les statuts de l'Office de tourisme, notamment l'article 11 qui stipule que l'association est administrée par un Conseil d'Administration, composé de 3 collèges :

- **Membres de droit** : Elus des collectivités territoriales
- **Membres élus par l'Assemblée Générale** : Représentants des activités, professions et organismes intéressés au tourisme dans la zone de compétence de l'Office de Tourisme.
- **Autres membres**

Ces deux dernières catégories sont renouvelables par tiers chaque année.

Il appartient à l'organe délibérant de chaque entité de désigner en son sein ses représentants.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **DÉSIGNE** les délégués suivants :
 - FOUCAULT Yves
 - MENU Catherine
 - PRIEUR Sergine
 - PARIS Hubert
 - LEDIEU Christophe
 - NELET Annie
 - STERBA Éléonora
 - BRIGANT Nicole
 - GERMAIN Martine

1.17 Etablissement d'enseignement – Lycée Jean Rondeau : désignation d'un membre au Conseil d'Administration

Monsieur le Président expose que conformément de l'article 421-14 du code de l'éducation nationale, qui fixe la composition du conseil d'administration et précise qu'un représentant de l'EPCI à fiscalité propre dont la commune siège de l'établissement est membre doit y siéger.

Candidat pour siéger au conseil d'administration du LEP Jean Rondeau : GAUTHIER Renaud

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **ENTÉRINE** la désignation de Monsieur Renaud GAUTHIER pour représenter la collectivité au sein du Conseil d'Administration du Lycée Jean RONDEAU, établissement d'enseignement du territoire.

1.18 Etablissements d'enseignement – Collèges : désignation d'un membre au Conseil d'Administration

Monsieur le Président expose que conformément à l'article L.421-2 du code de l'éducation modifié par la loi du 8 juillet 2013 pour les collèges de moins de 600 élèves et ne comportant pas de section d'éducation spécialisée doit être désigné un représentant de l'établissement public de coopération intercommunale pour assister au conseil d'administration à titre consultatif (R.421-16 du code de l'éducation) ».

Par conséquent, le Conseil Communautaire est invité à désigner un représentant pour siéger au conseil d'administration des collèges du territoire,

Collèges Jules FERRY/COURTANVAUX et Gabriel GOUSSAULT

Candidat collègue Jules FERRY/COURTANVAUX : THOIREY Isabelle

Candidat collègue Gabriel GOUSSAULT : GAUTIER Cindy

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **ENTÉRINE** la désignation des conseillers communautaires cités ci-dessus et réparti par établissement, permettant ainsi de représenter la collectivité au sein des Conseils d'Administrations des établissements d'enseignement du territoire.

II) Affaires Economiques

2.1 ZA du Pressoir – Saint-Calais : vente de la plateforme d'extension au bâtiment industriel et terrains

Vu la délibération n° 20180206 du 22 février 2018, acceptant la vente de terrains au profit de la société Proust SAS, au prix de 3,60 € HT le m², prix d'achat en cohérence avec l'estimation par le service de France Domaine,

Vu la délibération n° 20191209 du 19 décembre 2019, acceptant l'annulation du règlement de copropriété applicable sur la Zone du Pressoir de Saint Calais,

La société Proust SAS sollicite la Communauté de Communes pour l'achat de la plateforme d'extension du bâtiment industriel situé ZA du Pressoir à Saint Calais, et des parcelles environnantes. Suite au conseil du notaire, le règlement de copropriété a été annulé par le Conseil Communautaire le 19 décembre 2019 et un redécoupage cadastral a eu lieu en juin 2020.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De rapporter la délibération n° 20180206 suite à une modification foncière du projet,
- De fixer le prix de vente de la parcelle cadastrée B 1208 de 3 423 m² à déduire l'assise de la plateforme de 103 m², à 3.60 € HT le m², soit 11 952 € HT, (TVA 20%),
- De fixer le prix de la plateforme logistique à 78 180 € HT, soit 93 816 € TTC (TVA 20%),
- De fixer le prix de vente des parcelles B n° 1132 et 1203 d'une contenance respective de 3 000 m² et 15m² à 3,60 € HT le m², soit 10 854 € HT (TVA sur marge),
- D'accepter les ventes du bâtiment et des terrains, telles qu'exposées ci-dessus,
- D'autoriser Monsieur le Président à signer tous documents afférents à ce dossier avec la société SAS Proust en l'étude notariale de Maître FERRAND, notaire à Saint Calais.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité :

- **D'ENTÉRINER** tous les points proposés ci-dessus,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer et transmettre valablement au nom de la Communauté de Communes des Vallées de la Braye et de l'Anille, tous documents relatifs à ce dossier.

2.2 ZA du Pressoir – Saint-Calais : vente du bâtiment multi-activités

Considérant la demande d'acquisition du bâtiment par Mme DOLLON dirigeant l'entreprise Timothy of Saint Louis, situé sur la parcelle cadastrée Section B n°1206,

L'estimation de France Domaines en date du 18 juillet 2019 s'élève à 210 000 € net vendeur.

Les membres de la commission économie du mois de décembre 2019 ont fait une proposition d'un montant de vente, au prix de 205 000 € H.T. contrat en mains. Seuls les frais de vente sont inclus dans le prix, la SCI du Champ de la Croix, représentée par Mme DOLLON aura à sa charge les frais éventuels de prêts.

La SCI avait la ferme intention d'acheter le bâtiment au mois d'avril 2020, l'état de crise sanitaire a fortement retardé l'avancement du dossier. Afin d'amoindrir les difficultés de trésorerie dû à la diminution de l'activité pendant la période du confinement, comme autorisé par l'ordonnance du 25 mars 2020, la collectivité a suspendu les loyers sur 2 mois, l'entreprise a repris le paiement du montant des loyers avec un lissage sur les sommes non perçues par la collectivité jusqu'à fin décembre 2020.

En cas d'achat du bâtiment par la SCI du champ de la Croix, la gérante souhaiterait que soit déduit du prix du bâtiment le paiement des loyers réglés à partir du mois d'avril 2020 jusqu'à l'acte de vente. Cette possibilité pourrait être accordée sous réserve d'une acquisition au plus tard le 31 décembre 2020.

Les membres de l'Assemblée sont invités à se prononcer sur cette proposition.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité :

- **D'ENTÉRINER** tous les points proposés ci-dessus, à savoir de fixer le prix de vente du bâtiment à 205 000€ HT acte en main, de déduire du prix d'acquisition le montant des loyers acquittés par l'entreprise depuis le mois d'avril 2020 à la date de l'acquisition, à condition que cette dernière ait lieu au plus tard le 31 décembre 2020.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer et transmettre valablement au nom de la Communauté de Communes des Vallées de la Braye et de l'Anille, tous documents relatifs à ce dossier.

2.3 ZA du Pressoir – Saint-Calais : vente de terrain

La SCI du Vieux Puits sollicite l'acquisition d'un terrain d'une superficie d'environ 3 000 m², ilot B du lotissement de la Zone du Pressoir à Saint Calais.

Une estimation de la valeur vénale du terrain a été déposée auprès de France Domaine. Jusqu'à présent, les terrains avoisinants ont été estimés à 3.60 € H.T. le m².

Les frais de bornage seront à la charge du vendeur et les frais de notaire à la charge de l'acquéreur.

Les membres de l'Assemblée sont invités à se prononcer sur cette vente de terrain.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité :

- **D'ENTÉRINER** la vente d'un terrain d'environ 3 000 m², situé ZA du Pressoir, ilot B en faveur de la SCI du Vieux Puits,
- **DE VALIDER** le prix de vente à 3.60 € H.T. le m²,
- **D'ACTER** que les frais de bornage seront à la charge du vendeur et que les frais de notaire, à la charge de l'acquéreur,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer et transmettre valablement au nom de la Communauté de Communes des Vallées de la Braye et de l'Anille, tous documents relatifs à ce dossier.

III) Affaires Financières

3.1 Cotisation Foncière des Entreprises – dégrèvement exceptionnel dans le cadre de la crise sanitaire

Vu les dispositions de l'article 3 du troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 permettant au conseil communautaire d'instaurer un dégrèvement des deux tiers du montant de la cotisation foncière des entreprises en faveur des entreprises de taille petite ou moyenne des secteurs relevant du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du sport, de la culture, du transport aérien et de l'événementiel particulièrement affectés par la crise sanitaire,

Monsieur le Président indique que ce dégrèvement porte sur les deux tiers du montant de la CFE dû au titre de 2020 par les établissements remplissant les conditions requises. Pour chaque contribuable, le dégrèvement accordé au titre de l'année 2020 est pris en charge par l'État à hauteur de 50 % et par l'EPCI concerné à hauteur de 50%.

Le dégrèvement s'applique aux établissements qui satisfont aux conditions suivantes :

1° Relever d'une entreprise qui a réalisé, au cours de la période de référence, un chiffre d'affaires annuel hors taxes inférieur à 150 millions d'euros,

2° Exercer leur activité principale dans ceux des secteurs relevant du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du sport, de la culture, du transport aérien et de l'événementiel qui ont été particulièrement affectés par les conséquences économiques et financières de la propagation de l'épidémie de covid-19 au regard de l'importance de la baisse d'activité constatée en raison notamment de leur dépendance à l'accueil du public. La liste de ces secteurs sera définie par décret,

3° Applicable aux entreprises qui, au 31 décembre 2019, n'étaient pas en difficulté sans pouvoir excéder un plafond total des aides perçues, par l'entreprise de 800 000 euros,

4° Applicable aux entreprises qui étaient en difficulté au 31 décembre 2019 sous réserve du respect du règlement européen aux aides de minimis.

Monsieur le Président présente l'impact de ce dégrèvement sur le territoire :

(Estimation provisoire et non exhaustive et sous réserve du prochain décret)

- 24 établissements concernés, pour une CFE 2019 de 11 427 €
- Soit un dégrèvement accordé (2/3) de 7 618 €, pris en charge pour 50% par l'Etat et 50% par l'EPCI (soit un coût pour la CCVBA de 3 809 €)

Il est proposé au Conseil communautaire de statuer sur cette possibilité de dégrèvement.

L'Assemblée, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité :

- **D'INSTAURER** le dégrèvement exceptionnel de cotisation foncière des entreprises au profit des entreprises de taille petite ou moyenne de secteurs particulièrement affectés par la crise sanitaire,
- **DE CHARGER** Monsieur le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux.

3.2 Crise sanitaire liée au covid-19 : annulation de loyers pour les Maisons de Santé et le Musée de la Musique Mécanique de Dollon

Vu la crise sanitaire Covid-19,

Dans le but d'une dynamique de reprise d'activités et d'encouragement par les usagers, Monsieur le Président propose l'annulation de loyers pour les :

- Maisons de santé de Saint Calais, Bessé-sur-Braye et Vibraye

Annulation de la moitié des loyers d'avril et mai 2020, pour les professionnels de santé autres que les médecins généralistes et les infirmières

Soit une annulation de 4 689,82 €

- Musée de la Musique Mécanique de Dollon

Annulation des loyers d'avril, mai et juin 2020, pour l'association Musiques Magiques

Soit une annulation de 1 935 €

Il est proposé au conseil communautaire d'accepter les annulations de loyers telles qu'exposées ci-dessus.

L'Assemblée, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité pour les Maisons de Santé et par 40 voix POUR et 1 ABSTENTION d'entériner l'action exposée ci-dessus afin d'aider à la reprise d'activités et décide :

- **D'ACTER** l'annulation de loyers comme indiquée ci-dessus, en faveur des professionnels de santé exerçant au sein des maisons de santé de Bessé sur Braye, Saint-Calais et Vibraye et du Musée de la Musique Mécanique de Dollon.

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer et transmettre valablement au nom de la Communauté de Communes des Vallées de la Braye et de l'Anille, tous documents relatifs à ce dossier.

3.3 Budget annexe Base de Loisirs : transfert d'excédent d'investissement

Vu le Budget prévisionnel 2020 du Budget Annexe Base de Loisirs, voté le 5 mars 2020,

Monsieur le Président informe que le budget prévisionnel 2020 de ce budget annexe a été voté en suréquilibre d'investissement pour 101 779 €.

L'excédent d'investissement cumulé ces dernières années s'explique par l'amortissement des immobilisations. Depuis 2016, il représente entre 22 600 € à 25 300 € par an. Mais la collectivité chaque année ne réinvestit pas la totalité de cette somme, d'où l'excédent cumulé constaté.

En section de fonctionnement, ce budget annexe est déficitaire, dû au fait que la collectivité ne perçoit pas de recettes d'exploitation. Le déficit est donc pris en charge par le budget général de la collectivité (subvention d'équilibre au BP 2020 = 182 232 €).

Afin d'éviter l'éventuel recours à la fiscalité (par le budget principal) pour financer le fonctionnement du budget annexe et pour arrêter le maintien de ressources d'investissement inemployées, une demande d'autorisation de transfert de l'excédent d'investissement en section de fonctionnement a été envoyée aux services préfectoraux et à la Direction Départementale des Finances Publiques de la Sarthe, le 20 février dernier.

Il est proposé au Conseil Communautaire, sous réserve de l'autorisation conjointe des services de la Préfecture et de la Direction Départementale des Finances Publiques de la Sarthe :

- D'accepter le transfert à titre exceptionnel de l'excédent d'investissement constaté au BP 2020 (101 779 €) en section de fonctionnement, du budget annexe Base de loisirs,
- D'autoriser Monsieur le Président à effectuer les démarches nécessaires.

L'Assemblée, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité :

- **D'ACTER** le transfert d'excédent d'investissement du budget annexe Base de Loisirs comme expliqué ci-dessus,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer et transmettre valablement au nom de la Communauté de Communes des Vallées de la Braye et de l'Anille, tous documents relatifs à ce dossier.

IV) Ressources Humaines

4.1 RIFSEEP : complément de la délibération n° 20170624 en date du 29 juin 2017

Monsieur le Président rappelle la délibération n° 20170624 en date du 29 juin 2017 sur l'instauration et les modalités d'application du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (Rifseep).

Il rappelle que ce nouveau régime indemnitaire se substitue aux primes diverses qui existent dans la fonction publique.

La délibération fixe la nature, les plafonds et les conditions d'attribution du Rifseep et s'applique en fonction de la sortie des décrets en lien avec les différents grades qui composent les divers cadres d'emplois connus dans la fonction publique territoriale.

Monsieur le Président indique qu'il est nécessaire de compléter et mettre à jour la délibération initiale de 2017 en y intégrant les grades pour lesquels le décret d'application n° 2020-182 est sorti le 27 février 2020. Pour ce qui nous concerne, ce décret s'applique pour les cadres d'emplois des :

- Educateurs de jeunes enfants (suite au changement de catégorie intervenu en 2019),
- Assistants socio-éducatifs,

Il est proposé à l'Assemblée de se prononcer sur la proposition de classification des emplois et plafonds maxima complémentaire à l'article 4 de la délibération 20170624, à compter du 1^{er} mai pour le grade d'assistant socio-éducatif et du 1^{er} août pour le grade Educateur de jeunes enfants, selon les conditions énumérées dans le tableau ci-dessus et dans la délibération initiale 20170624 du 29 juin 2017,

Cadre d'emploi	Fonctions	Groupe	Montant IFSE maximal brut annuel	Montant retenu par la collectivité
Filière médico -sociale				
Educateurs de jeunes enfants	Encadrement –responsable équipement	A1	14 000.00 €	7 700.00€
Assistants socio-éducatifs	Accueil – conseils – expertises – animation	A2	15 300.00 €	7 956.00€

L'Assemblée, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité :

- **D'ACTER** le complément de la délibération n° 20170624 en date du 29 juin 2017 relatif à l'application du RIFSEEP, comme expliqué ci-dessus,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer et transmettre valablement au nom de la Communauté de Communes des Vallées de la Braye et de l'Anille, tous documents relatifs à ce dossier.

4.2 Chargée de mission économique : proposition de renouvellement de contrat

Monsieur le Président rappelle la délibération n° 20170707 en date du 27 juillet 2017 relative au recrutement d'un agent « chargé de mission économique ».

Il rappelle que les missions confiées à cet agent sont organisées selon 4 axes :

- 1- Actualiser et compléter le diagnostic économique Territorial**
- 2- Conforter, développer et fidéliser le tissu économique local**
- 3- Commercialiser les services et les produits de la Communauté de Communes**
- 4- Accompagner et conseiller les chefs d'entreprises**

Monsieur le Président précise que le contrat à durée déterminée débuté le 1^{er} octobre 2017 arrive à échéance le 30 septembre 2020 et indique qu'il est nécessaire de délibérer sur la reconduction de ce contrat pour une durée de 3 ans.

L'Assemblée, après en avoir délibéré et voté à main levée, décide à la majorité par 38 voix POUR et 3 ABSTENTIONS :

- **DE RENOUVELER** le contrat à durée déterminée, en lien avec un emploi non permanent à temps complet, de chargé(e) de mission économique,
- **DE SOLLICITER** Monsieur le Président pour procéder aux démarches nécessaires permettant de reconduire ce contrat avec l'agent déjà en place, estimant que la connaissance du territoire, des contacts internes, externes, des entreprises, artisans, commerçants est déjà acquis et que le lien existant permettra de continuer les actions en cours,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer valablement au nom de la Communauté de Communes des Vallées de la Braye et de l'Anille, tous documents relatifs à ce dossier.

V) Informations du Président, des Vice-Présidents et mandataires

Suite à la réception en date du 20 juillet de la Direction départementale des Finances Publiques, le Président informe que l'EPCI doit faire une proposition de répartition de concitoyen pour

Un courrier va être transmis aux communes en leur proposant une répartition par commune et par impôt selon une répartition identique que les années passées.

Prochaines dates de réunions

Conseil communautaire :	27 août 2020 – 20 h 00 à Bessé sur Braye 1 ^{er} octobre 2020 – 20 h 30 à Dollon
--------------------------------	---

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23 h 40.

Liste des délibérations avec les numéros d'ordres

N° d'ordre	Intitulé des délibérations	Page
20200706	Délégation de pouvoir du Conseil vers le Président	2020/38
20200707	Indemnités de fonction du Président et des Vice-présidents	2020/39
20200708	Création des commissions thématiques	2020/40
20200709	Commissions communautaires : modalités de leurs compositions	2020/41
20200710	Syndicat Mixte des Vallées de la Braye et de l'Anille : élection des délégués	2020/41
20200711	Syndicat Mixte du Pays du Perche Sarthois : élection des délégués	2020/42
20200712	SYVALORM : désignation des délégués	2020/43
20200713	Syndicat Mixte Sarthois d'Aménagement Numérique : désignation des représentants	2020/43
20200714	Syndicat du Bassin de la Sarthe : désignation des représentants	2020/44
20200715	Syndicat du Bassin versant de l'Huisne Sarthe : désignation des représentants	2020/44
20200716	ATESART : désignation d'un représentant au Conseil d'Administration	2020/44
20200717	Commission d'Appel d'Offres : condition de dépôt des listes pour l'élection de ses membres	2020/45
20200718	Commission pour les délégations de Service Public : condition de dépôt des listes pour l'élection de ses membres	2020/46
20200719	Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) : création et modalités de répartition des sièges	2020/46
20200720	Mission Locale Sarthe Nord : désignation des membres au Conseil d'Administration	2020/47
20200721	Office de Tourisme : élection des représentants au Conseil d'Administration	2020/48
20200722	Etablissement d'enseignement Lycée Jean RONDEAU : désignation d'un membre au Conseil d'Administration	2020/48
20200723	Etablissements d'enseignement : désignation d'un membre au Conseil d'Administration pour les collèges Jules FERRY/COURTANVAUX et Gabriel GOUSSAULT	2020/48
20200724	ZA du Pressoir – Saint-Calais : vente de la plateforme d'extension au bâtiment industriel et terrains	2020/49
20200725	ZA du Pressoir – Saint-Calais : vente du bâtiment multi-activités	2020/49
20200726	ZA du Pressoir – Saint-Calais : vente de terrain	2020/50
20200727	Cotisation Foncière des Entreprises : dégrèvement exceptionnel dans le cadre de la crise sanitaire	2020/50
20200728	Crise sanitaire liée au covid-19 : annulation de loyers pour les Maisons de Santé	2020/51
20200729	Crise sanitaire liée au covid-19 : annulation de loyers pour le 3 M	2020/51
20200730	Budget annexe Base de Loisirs : transfert d'excédent d'investissement	2020/52
20200731	RIFSEEP : complément de la délibération 20170624 en date du 29 juin 2017	2020/52
20200732	Chargée de mission économique : proposition de renouvellement de contrat	2020/53